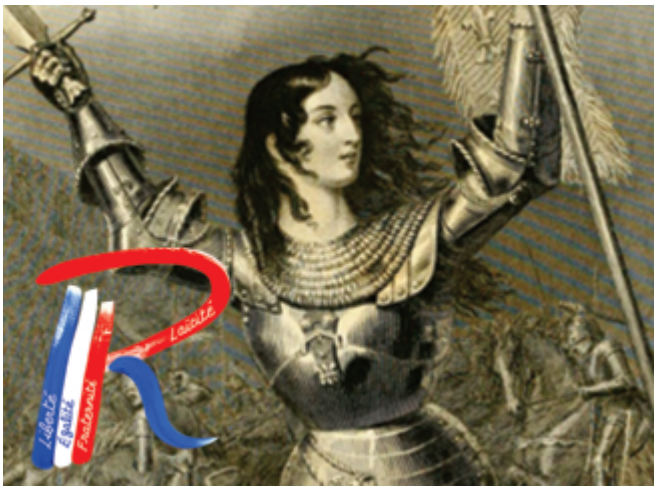
Trappes : une poudrière islamiste face à une France lâche et soumise

écrit par Jacques Guillemain | 14 février 2021



Trappes n’est que la partie émergée de l’iceberg. Car, si cette ville est le **Molenbeek français**, grosse pourvoyeuse de jihadistes partis combattre sous la bannière de l’EI, elle n’est qu’une ville parmi ces innombrables mini-califats qui gangrènent le pays.

Si rien n’est fait, Trappes sera la France de demain

Cette islamisation démentielle de la France, **potentiellement mortelle**, bien que largement dénoncée par le passé, a été systématiquement mise sous le tapis par un pouvoir démissionnaire, au cri de “pas de vague” à tous les niveaux.

Ce renoncement et cet aveuglement de l’État, le préfet des Yvelines Jean-Jacques Brot en est la parfaite illustration. Au lieu de soutenir l’enseignant Didier Lemaire, menacé de mort pour avoir dit la vérité sur l’islamisation de la ville de Trappes, le préfet l’enfonce, l’accusant de mettre de l’huile sur le feu !

Quand la victime devient coupable, cela a un relent de justice du “mur des cons”. Si ce n’est pas de la soumission, qu’est-ce que c’est ?

Voilà trente ans que nos politiques se contorsionnent sans savoir quelle attitude adopter face à cet islam conquérant qui détruit le pays.

En 1990, droite et centre déclaraient à Villepinte que l’islam était incompatible avec nos lois républicaines. Mais dès 1992, la droite retournait sa veste pour adhérer aux délires d’une Europe ouverte à toute la planète.

L’islam et le Coran, comme par magie, avaient soudain toute leur place au sein de la République.

La trahison de la droite dans toute sa splendeur !

En 1999, Nicolas Revol écrivait son best-seller, **“Sale prof”**, dénonçant les ravages de l’immigration dans son établissement. Il parlait du lycée Eugène Sue de St-Rémy-sur-Seine. C’était en fait le lycée professionnel **Louis Blériot de Trappes**. Aussitôt, les médias se sont empressés de dénoncer une caricature de la réalité et de faire de ce prof courageux un raté et un frustré.

Et en 2004, c’est le rapport **Obin** qui dénonçait une dangereuse islamisation de l’école républicaine dans nos banlieues. Que fit le gouvernement ? Fillon, alors ministre de l’Éducation nationale de Chirac, s’empressa d’enterrer le rapport !! Soumission, soumission !!

Et c’est donc avec trente ans de retard, après avoir accueilli 10 millions de musulmans, que le pays semble découvrir l’eau chaude.

Évidemment, dire en 2021 que l’islam est incompatible avec nos lois, c’est plus difficile qu’en 1990 !

Nos politiques, mais aussi l’ensemble du pays, sont devenus

les otages des musulmans. Même Zemmour ne dénonce pas l'islam.

Et s'il n'y a pas d'islamisme sans islam, chacun prend soin de ne pas faire d'amalgame.

Près de 60 % de nos jeunes musulmans préfèrent la charia à la République, mais on feint de croire à une intégration réussie.

Par conséquent, seule une fermeté républicaine sans états d'âme permettra de nous éviter le naufrage du pays.

Il n'y aura jamais de remigration. Cessons de rêver. En 1960, il y avait 500 000 musulmans en France, il y en a 10 millions et la plupart sont français. La donne n'est plus la même.

Nous devrons donc cohabiter avec l'islam. **Mais faisons-le comme le font les Israéliens avec leurs 22 % d'Arabes israéliens.** Afin que force reste à la loi et à l'État.

C'est ainsi qu'à Trappes, quand le maire Ali Rabeh et plusieurs élus viennent distribuer des tracts à l'intérieur du lycée de Didier Lemaire, pour y blâmer l'enseignant, la République doit se montrer intraitable.

Pénétrer dans un établissement scolaire sans y être autorisé, qui plus est pour y distribuer des tracts politiques, est passible d'un an de prison et de 7 500 euros d'amende selon le Code pénal.

"Condamner fermement", comme le font le ministre de l'Éducation nationale ou le rectorat, ne suffit pas.

La présidente de Région, Valérie Pécresse, ainsi que le président des Régions de France, Renaud Muselier, demandent "la suspension immédiate du maire et des adjoints de Trappes, et le déclenchement de la procédure pour leur révocation".

En attendant, c'est Didier Lemaire qui vit sous protection policière pour avoir dénoncé l'emprise islamiste sur la ville.

Quand les islamistes, qui ne reconnaissent que les rapports de force, rencontreront une réelle volonté politique de ne rien leur céder, la peur changera de camp.

Mais tout reste à faire après des décennies de renoncement.

L'islam radical prospère sur les faiblesses et les lâchetés du pouvoir. Il est grand temps de reprendre le contrôle des cités islamisées.

Et ce n'est pas une énième politique de la ville qui y parviendra, mais une réponse pénale systématique envers tous ceux qui s'opposent à la République.

Encore une fois, comment font les Israéliens avec leurs 22 % d'Arabes ? Ces derniers sont 2 millions sur une population de 9 millions d'habitants, mais il n'y aucune zone de non-droit dans le pays.

Il n'y a qu'en France que les barbus et les caïds font la loi dans les cités.

À Trappes, comme dans les cités tombées sous le contrôle des barbus, nombreux sont les jeunes qui passent directement de la non-pratique religieuse à l'islamisme, sans passer par la case "islam".

Que fait le gouvernement depuis 30 ans ? Rien. Des rapports, des commissions et autres expériences de déradicalisation sont restés sans effet.

Seule une ferme réponse pénale et la suppression des aides sociales peuvent éviter le désastre.

Ce sont des théocraties autonomes qu'on a laissé s'installer en France, donnant naissance à une contre-société parallèle qui disloque la nation.

À quand le réveil des élus ?

https://ripostelaique.com/trappes-une-poudriere-islamiste-face-a-une-france-lache-et-soumise.html